

# SNCS-HEBDO 08 N° 30

19 décembre 2008

## **La recherche ne représente que 0,23 % du "plan de relance"**

*20 milliards pour la "relance", dont 3,8 milliards pour le crédit d'impôt et 46 millions pour la recherche. Rien sur l'emploi scientifique et les crédits des labos. La recherche n'est considérée ni comme une activité d'avenir, ni comme un moyen de relance : seulement comme un moyen de propagande gouvernementale.*

*Par Henri-Edouard Audier, membre du bureau national du SNCS-FSU*

Le plan de relance du gouvernement, concernant 2009 et 2010, a trois volets principaux :

- Une politique de grands travaux sur les infrastructures (autoroutes, TGV, canaux, etc.) et le bâtiment (locaux pour la justice, locaux universitaires, patrimoine, etc.).
- Une "prime à la casse" pour relancer le secteur de l'automobile.
- Une politique d'avances financières aux entreprises et de paiement immédiat de prétendues dettes de l'Etat" envers celles-ci, visant à renflouer leur trésorerie, voire leurs profits.

Sarkozy a annoncé que recherche et enseignement supérieur sont concernés à hauteur de "près de 700 millions", Pécresse, quant à elle, parle de 4,5 milliards de plus pour 2009. Qu'en est-il ?

Dans les 700 millions dont parle Sarkozy, la politique de relance par le bâtiment conduit à investir environ 500 millions dans les constructions universitaires, sans qu'on sache très bien s'il s'agit "d'avances" ou de mesures nouvelles. Cela ne sera pas de trop, vu l'état des dits bâtiments. 180 millions pour les bureaux d'étude et centres de recherche des technologies de la défense (contrôle de la véracité difficile). Enfin, 46 millions pour la recherche *via* les grands équipements, notamment Soleil et ITER.

"Le crédit d'impôt recherche dû au titre des années antérieures sera intégralement restitué dès le début 2009, ce qui représente 3,8 milliards d'euros". En terme clair, le crédit d'impôt, qui n'était versé qu'un ou deux ans après, du fait des vérifications comptables, sera versé sans vérification. C'est pourquoi cette pauvre Pécresse considère que son budget augmente de 4,5 milliards soit ... 26 % !

Le paiement anticipé de 3,8 milliards de crédits d'impôt n'est qu'un prétexte pour renflouer la trésorerie des entreprises. Alors que celles-ci n'ont accru que de 500 millions leur recherche entre 2002 et 2006, il est totalement impossible qu'elles puissent utilement consacrer

3,8 milliards de plus à la recherche en un an, si ce n'est qu'une toute petite partie de cette somme. Avec les bâtiments universitaires, universités et recherche publique représentent donc 550 millions dans le plan alors que 380 millions viennent tout juste d'être supprimés sur 2008. Pas un sou de plus sur l'emploi ou sur les crédits des laboratoires. En pleine crise, on attendait un effort, un investissement dans les savoirs, la recherche, l'avenir. Rien et même moins que rien.

Mais la femme-orchestre continue son tam-tam. Aux universités qui ne retrouvaient pas dans leur dotation 2009, la croissance budgétaire de 6,5 % annoncée, Pécresse réplique que la croissance est même de 15 % en moyenne. Demain + 25 % ? Or, quiconque ouvre la loi de finance pour 2009 lira que le programme "formation supérieure et recherche universitaire" ne s'accroît que de 3,8 % en euros courants, dont plus de la moitié consacrée aux retraites. Donc si Pécresse annonce + 15 % sur les dotations des universités, c'est qu'elle bluffe et/ou qu'elle a pris l'argent sur un autre chapitre du programme, et pas seulement sur l'emploi et les salaires.

Quel contraste entre cette parcimonie du gouvernement dans le financement de nos secteurs avec les dizaines de milliards déversés sans condition sur les banques ! Pourtant pendant des décennies, les banques ont laissé pourrir les innovations des laboratoires publics, jugeant cela "risqué" et peu rentable. Elles ont préféré spéculer sur l'immobilier, les achats/ventes d'entreprises, quand ce n'est pas les trafics d'arme et des produits financiers qu'elles savaient plus que douteux, mais qui dans l'immédiat rapportaient gros. Elles en ont été récompensées.

Car pour Sarkozy, aux Assises européennes de l'innovation, le vrai coupable des difficultés du pays c'est la recherche publique. Il a ordonné de passer rapidement à la dernière étape de sa mise à mort.

Collaborer à cette destruction ou résister, aujourd'hui faut choisir.